

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-dette-americaine-est-le-vrai-danger>

La dette américaine est le vrai danger

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : samedi 8 mars 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Serge Truffaut

[Le Devoir.com](http://LeDevoir.com)

Édition du jeudi 30 janvier 2003

Sûr de son fait, sûr de sa raison, le président Bush a enfoncé le clou irakien afin de convaincre, une fois encore, que la seule option envisageable est la guerre. S'il a pris soin de consacrer la moitié de son discours à ce dossier et l'autre moitié à une dizaine de sujets, il n'a pas annoncé de mesures susceptibles d'éviter la faillite financière de bien des États.

Le fait mérite d'être souligné deux fois plutôt qu'une. Au lendemain du discours sur l'état de l'Union, les élus du Congrès ont fait abstraction de leur partisanerie pour mieux décrier le plan fiscal annoncé la veille. Main dans la main, les démocrates et les républicains membres du Bureau du budget du Congrès ont estimé que le train de mesures fiscales confectionné par la Maison-Blanche les oblige à réviser en forte hausse le déficit fédéral de l'exercice 2002. De la somme de 145 milliards prévue en août dernier, on juge que le déficit en question avoisinera les 200 milliards. Pire, si les prévisions des économistes rattachés aux démocrates s'avèrent, l'ardoise s'élèvera alors à 300 milliards.

Quoi qu'il en soit de la justesse du chiffre, ce retour à la culture des déficits gigantesques est le résultat d'une combinaison de déductions fiscales et de ralentissement économique. Soit dit en passant, on s'attend à ce que la croissance du PIB au cours du quatrième trimestre 2002 oscille entre 0,5 et 1 % seulement. Selon les membres du Congrès, le fédéral dégagera un surplus, dans le meilleur des cas, en 2007 seulement. D'ici là, une collection de déficits se greffera à la dette à long terme qui, elle, tient de l'abîme.

Dans le discours de Bush, plus précisément dans son plan fiscal, il y a une étrange absence, voire un aveuglement. L'analyse de l'histoire économique récente des États-Unis démontre que toute déduction fiscale conçue pour bénéficier aux plus riches de la société ne stimule pas l'activité du pays mais bien celle de certains pays européens. Dans la foulée des réductions commandées notamment par Ronald Reagan, on a constaté que les personnes ayant joui de celles-ci achetaient des BMW, des produits Gucci, Vuitton et autres objets de luxe. Autrement dit, toute déduction est en partie une subvention indirecte et involontaire à des entreprises européennes. Elle est surtout un encouragement à l'exportation de capitaux.

Qui plus est, ces plans fiscaux ont ceci de pernicieux qu'ils plombent les finances des États et des municipalités. Les objectifs de Bush en la matière étant énormes, les budgets des États baignent dans l'encre rouge comme jamais auparavant. Par exemple, le premier programme de Bush, couplé à l'effondrement des titres technologiques, a mis la Californie sur la paille. Cet État serait un pays qu'il serait en faillite technique et, donc, dans l'obligation de frapper à la porte du FMI.

L'effet pervers inhérent aux réductions de 670 milliards annoncées avant-hier par Bush est le suivant : pour pallier les manques à gagner, les États et les municipalités vont majorer leurs taxes. Tout cela rappelé, on comprend mieux que l'humeur du citoyen américain se conjugue davantage avec l'économie qu'avec l'Irak.

En effet, selon un sondage dont les résultats ont été publiés la semaine dernière, 66 % des Américains jugent que l'économie devrait être la priorité de la Maison-Blanche, loin devant la lutte contre le terrorisme (16 %) et la guerre contre l'Irak (16 %). En tout état de cause, c'est à se demander si Bush fils ne veut pas suivre à l'identique le parcours de son père.

Post-scriptum :

Titre original : La dette américaine